

Anne Rosencher : Aujourd'hui, je reçois le philosophe et historien Marcel Gauchet, un intellectuel, un vrai, mais d'une grande clarté et d'une grande sincérité. Il fait paraître chez Albin Michel un livre sur *Comment pensent les démocraties*. Avec lui, nous allons disséquer les ressorts cachés de ce qui fait l'époque actuelle. Comment expliquer le succès des populismes ? Que représentent encore les notions de gauche et de droite ? Qu'est-ce que la dépolitisation ? Pour répondre à ces questions, Marcel Gauchet est avec nous, avec vous, dans la rédaction de l'Express. Installez-vous, ça commence.

Bonjour Marcel Gauchet.

Marcel Gauchet : Bonjour Anne.

AR : Pour commencer peut-être, levons un malentendu. L'époque dans laquelle nous vivons, vous la décrivez comme une époque à dominante néolibérale. Ce terme est un peu impressionnant. De plus, c'est un peu attrape-tout. Enfin, on l'utilise rarement de façon positive. Du coup, avant tout et pour commencer, dites-nous ce que c'est que « néolibéral »

MG : En effet, c'est un mot piège puisque c'est essentiellement une injure politique. Néanmoins, il renvoie à un véritable contenu. Je vais prendre un exemple très simple pour faire comprendre le changement de cap qu'a représenté cette arrivée du néolibéralisme depuis une cinquantaine d'années. Les idées sont les mêmes que le libéralisme classique. Mais le libéralisme classique avait une sorte de présupposé naturel, à savoir que l'activité économique, qui devait être libre, faite de contrats et de marchés, s'inscrivait à l'intérieur d'un espace politique, celui de l'État-nation. Ensuite venait un débat politique sur le degré d'intervention de l'État par rapport à la liberté des entreprises et des acteurs privés en général. Nous avons complètement changé de cap alors que les idées sont les mêmes. Les idées sont les mêmes mais le contexte est tout à fait différent. Nous sommes dans l'aire de la mondialisation. Or, la mondialisation, en tendance cela veut dire : l'extraction du marché économique des espaces politiques. L'économie est au-delà des États-nations. Ceux-ci gardent une certaine prise sur elle, mais nous avons le marché global et, dans une très grande mesure, l'impossibilité pour les États d'intervenir sur le processus économique.

AR : Finalement, n'assiste-t-on pas à la fin de la période, telle que vous la décrivez dans votre livre, de la période néolibérale, où règne à la fois le marché et, on va dire, le multiculturalisme ? On voit aujourd'hui un mouvement de recul total par rapport à cela, en termes de géopolitique, et même des traités internationaux économiques. Est-ce que ce n'est pas la fin de cette époque ?

MG : Probablement. Nous sommes à un point de bascule d'une époque qui a duré un demi-siècle tout de même ! Ce n'est pas rien. Vous avez d'un côté le retour du politique, qui prend un visage spectaculaire avec le président des États-Uni, un personnage qu'on n'attendait pas sur la scène, mais qui, en fait, je crois, traduit dans un mode excentrique quelque chose de très profond, à savoir le réveil américain face à un système mondial qu'il pensait contrôler et qui leur échappe. Et donc ils réagissent, parce que les États-Unis c'est le pays de la réaction, souvent lente à venir mais très de très grande ampleur.

AR : C'est leur « Tech Back Control »² à eux ?

MG : Oui. Je crois que les États-Unis réagissent à la découverte d'un monde mondialisé qu'ils pensaient dominer et qui, en fait, leur échappe largement. Et donc, retour de la doctrine Monroe³ : on va chasser les intrus de l'espace américain Nord-Sud. Et politique de confrontation avec tout ce qui essaie de bouger en dehors de ce qui

1 <https://www.youtube.com/watch?v=qlqizmlLyKs>

2 *Tech Back Control* est une initiative axée sur l'agency face aux technologies émergentes (notamment l'IA), combinant discussions public, prototypes et outils pour permettre une utilisation plus délibérée et pratique de la technologie, avec un développement en cours vers CTRL OS, un espace de travail personnel basé sur l'IA.

3 La doctrine Monroe (1823) affirme que les Amériques constituent une sphère distincte de celle de l'Old World et interdit toute colonisation européenne ou intervention européenne dans les affaires du continent américain; elle affirme aussi que les États-Unis considèrent les affaires américaines comme leur domaine, marquant un tournant majeur de leur politique étrangère.

est leur conception du monde. En fait, les États-Unis ont cessé d'être un modèle. On ne s'en rend pas suffisamment compte. Depuis 1945, il y avait un modèle mondial, le modèle américain, que tout le monde regardait avec fascination, en l'appliquant à sa manière. C'est fini ! Il est clair que ce qu'on appelle le « Sud global » n'est pas fasciné par ce modèle, sinon par certains de ces aspects : l'aspect mercantile, l'aspect droit de l'argent. OK ! Mais ce n'est pas un modèle civilisationnel, en dépit du *soft power* américain⁴. Et les États-Unis réagissent sur le plan qui leur est le plus accessible et où ils ont une primauté indiscutée, le plan stratégique militaro-diplomatique, où ils sont effectivement toujours la puissance dominante. Il y a une situation assez normale.

Et par ailleurs, ce qu'on voit justement – et c'est frappant dans le sud global – c'est un autre phénomène qui touche aussi nos sociétés et qui est une partie du populisme, à savoir le retour des identités culturelles et historiques. On s'aperçoit qu'on a affaire à une planète qui ne va pas vers l'homogénéisation mais où, au contraire, des cultures fortement constituées manifestent le désir de rester ce qu'elles sont. Et c'est vrai des Européens comme c'est vrai des Africains, comme c'est vrai des Asiatiques. On entre là dans une logique où le collectif retrouve ses droits d'une manière qui n'est pas forcément la souveraineté populaire telle qu'elle était assurée dans nos gouvernements classiques majoritaires, mais qui retrouve une expression à l'échelle globale, et à laquelle les décennies qui suivent vont devoir donner une forme.

AR : Dans ce nouveau monde, l'Europe n'a pas un avantage. L'Europe politique, j'entends, parce qu'elle était, quand même, presque le modèle parangon de ce multi-multilatéralisme et de ce monde de traités !

MG : L'Europe s'est construite sur l'idée que le néolibéralisme – au sens vrai du mot sur le plan économique et sur le plan politique – était la fin de l'histoire. En fait, les gens qui ont cru à la fin de l'histoire, ce sont les Européens ! Et du coup, ce modèle, cette construction européenne, est mise en défaut complet par rapport à l'état du monde qui est en train de se dessiner. C'est le grand problème européen d'aujourd'hui.

AR : On peut imaginer un sursaut ?

MG : Qui peut le dire ? Sauf que ce sursaut sera dans les peuples. Il ne sera pas dans la bureaucratie de Bruxelles ! On va donc se trouver devant une discordance entre une structure institutionnelle devenue extrêmement puissante, extrêmement prégnante aussi, dans la vie des sociétés européennes, et des aspirations collectives qui vont ailleurs, sans oublier un état du monde extérieur qui va nous dicter sa loi. Parce que le grand problème européen d'aujourd'hui – c'est presque une banalité de le dire – c'est le désarmement. Pas simplement au sens de l'absence d'armée, mais plus profondément. C'est l'état d'esprit. Nous étions formés à l'idée de la paix universelle et définitive, et nous découvrons un monde qui ne nous ressemble pas du tout et qui, lui, vit sur une autre longueur d'onde à laquelle il va falloir s'adapter. Donc, je pense que le réveil européen est un traumatisme. Nous avons affaire à un traumatisme européen dans la découverte, qui se fait lentement mais qui est obligatoire à l'échelle de l'actualité de tous les jours : quelle place pour nous dans un monde qui va à l'encontre de ce que nous sommes ? Voilà la question des Européens d'aujourd'hui, et on peut pas dire à ce stade qu'ils soient armés pour y répondre. Mais l'histoire est ouverte...

AR : Une des caractéristiques de l'époque actuelle, telle que vous la décrivez, c'est d'avoir donné tous les pouvoirs au droit. Alors, d'abord en quoi ? Et ensuite beaucoup vous diront « Mais où est le problème ? » Car pour certains, les droits individuels, l'état de droit, se confondent avec la démocratie.

MG : En un sens, c'est vrai ! Évidemment que la démocratie, c'est le règne du droit ! Mais de quel droit parle-on ? Il y a un droit technique que nous pratiquons tous les jours d'une manière ou d'une autre. Quand on achète un téléphone, on signe un contrat. Bon ! Il y a également un droit des notaires, des avocats, des juges. Et derrière, il y a un droit très différent, qui est ce qui donne sa légitimité à ce droit pratique, ce qu'on appelle aujourd'hui – c'est une innovation récente – « les droits fondamentaux des individus ». « Les droits de l'homme » est une expression historique qui est remplacée aujourd'hui par cette idée des droits fondamentaux des individus, c'est-à-dire le droit de la légitimité. C'est la vraie révolution de notre époque. Les droits de l'homme sont devenus des droits, comme on dit en jargon théorique, « positifs ». Ils sont pas faits simplement pour servir de décorum ou d'inspiration générale, mais pour devenir des droits qui fonctionnent effectivement.

AR : Comment le voit-on ? Comment vous voyez cette bascule historique ?

4 Le *soft power* américain désigne l'influence non coercitive par les ressources culturelles, éducatives et médiatiques qui séduisent et attirent, renforcée par les industries culturelles, les universités et la société civile, et valorisée sous Biden après une perte relative sous Trump.

MG : Ça s'est fait lentement, sur quelques décennies. Cela se traduit au mieux dans l'idée de la hiérarchie des normes. Vous avez le droit, qui est celui des lois tout simplement, votées par les Parlements. Vous avez la Constitution, qui est au-dessus de ce que les Parlements peuvent faire, et qui permet de juger ce qui transgresse la Constitution. Et derrière les Constitutions, vous avez une norme suprême qui s'appelle « les droits fondamentaux des individus » et qui, en Europe, a sa traduction institutionnelle dans l'existence d'une « Cour des Droits de l'Homme », justement, qui est l'ultime arbitre de la légalité. Le résultat, parce que c'est le plus important, c'est de mettre les droits individuels non seulement à la base – ce qu'ils étaient déjà (c'est le droit de vote tout simplement. Chaque individu a un droit égal à participer à la décision collective en matière de désignation des représentants. Ça c'est la banalité) – mais au-delà de ça, toute décision collective peut-être jugée au point de savoir si elle transgresse les droits de telle ou telle personne.

AR : En fait, ce que vous nous dites, c'est qu'il y a eu un déséquilibre entre le droit individuel et, va-t-on dire, la souveraineté ou l'intérêt des peuples.

MG : Alors, la souveraineté a très mauvaise presse dans ce contexte puisque par définition, elle est une agrégation collective, selon le principe majoritaire, qui peut heurter le droit des composantes individuelles de la minorité. C'est d'ailleurs une tâche redoutable aujourd'hui, que de faire de l'instruction civique aux jeunes générations, aux jeunes adultes, parce que, précisément, ce principe a été tellement intégré que l'une des objections banales qui leur viennent c'est : « Nul n'est censé ignorer la loi, c'est connu ; on parle de l'autorité de la loi, mais moi on ne m'a pas demandé mon avis ! »

AR : « J'y ai droit ! ».

MG : C'est devenu une sorte de nouveau référent de la vie publique, par rapport auquel tout doit s'incliner. Et ça a des effets gigantesques, mais à bas bruit. Ce n'est pas quelque chose qui est revendiqué spécialement par un parti ou par l'autre. C'est une ambiance sociale, une ambiance collective, qui se traduit par la relativisation des espaces politiques. Et ce, parce que ces droits sont universels.

AR : Oui. Et donc les petits débats intérieurs nationaux...

MG : C'est ce qui rend, par exemple, la question de l'immigration si contentieuse dans nos sociétés. Si les droits sont universels, il y a un droit théorique de libre installation sur la planète. Là où vous avez le sentiment que votre sang sera meilleur, vous pouvez aller. Au nom de quoi s'opposer à ça, puisque la politique est au service des droits ? Donc les droits d'abord, la politique ensuite. C'est un renversement complet qui ne fonctionne pas d'une manière révolutionnaire, mais par un effet de mentalité souterrain qui, petit à petit, change complètement les repères. Et c'est ce qui fait que nous sommes dans des sociétés politiques très déboussolées, parce que il y a le discours officiel et des mentalités profondes, inconscientes chez la plupart des gens, qui s'opposent à la structure institutionnelle à l'intérieur de laquelle nous vivons.

AR : Du coup, est-ce que ce que l'on nomme les populismes et leur succès, justement, tire un petit peu ce succès-là de ce déséquilibre qui s'est fait entre droits individuels et souveraineté populaire ? Est-ce que c'est une des explications du ressort du succès des populismes ?

MG : C'est même à mon avis l'explication principale. Prenons un problème très quotidien, celui de la sécurité des personnes, et du traitement des délinquants ou des criminels. Au nom des droits fondamentaux des individus, on a complètement réformé les procédures pénales et même, tout simplement, la procédure policière d'enquête, etc., et ce pour protéger les droits des délinquants ou des criminels. Ils ont des droits, la question n'est pas là ! Elle est du côté de la marge d'appréciation. Jusqu'à une date tout à fait récente, il allait de soi, et ça reste profondément imprimé dans l'esprit des populations, que l'autorité publique devait combattre la délinquance et le crime, assurer la sécurité des personnes. On voit bien qu'au nom des droits des délinquants ou des criminels, cette capacité publique à réprimer, emprisonner et distribuer des peines, est profondément remise en question. Là encore, de manière implicite, ce ne sont pas des grands discours, mais une pratique appuyée sur des mentalités. Et le populisme, à l'évidence, est une réaction, au nom du droit de la collectivité de réprimer, d'assurer la sécurité.

AR : Mais ce qui est compliqué, on le voit, c'est que c'est finalement une aspiration à la souveraineté populaire (donc une aspiration plutôt démocratique), mais qui se fait quand même, on le voit notamment aux États-Unis, par embardées autoritaires. On est tout de même dans une situation compliquée.

MG : Parce que le danger certain de la souveraineté populaire, c'est de prétendre qu'elle a droit à tout.

AR : Oui, c'est ça.

MG : Or, la réponse est non ! Le vieux problème politique des démocraties est précisément d'assurer l'équilibre entre les droits personnels à protéger et la souveraineté collective. C'est ce que nos démocraties ne savent plus faire. Disons qu'elles savent le faire, justement, par embardées, dans un sens ou dans l'autre. Vous avez d'un côté une pulsion néolibérale qui va jusqu'à la revendication de supprimer la police. On l'a vu aux États-Unis avec le *Black Live Matter*⁵. Et de l'autre côté, vous avez un autoritarisme au nom de la souveraineté qui, de fait, remet en question l'idée même d'une protection des droits individuels. C'est ça, la situation politique dans laquelle on se trouve. On est dans un mécanisme politique déréglé parce qu'il ne sait plus assurer l'équilibre entre des choses qu'il faut tenir ensemble, mais avec une définition de l'articulation que nous ne savons plus assurer. Nous avons donc un partage entre un libetarisme extrême sur le plan des personnes, mais qui est en même temps antilibéral sur le plan politique quand il s'agit de l'économie !

AR : Ça ne simplifie pas les choses.

MG : Les démocraties sont atteintes de confusion mentale, il faut le dire, à cause de ce changement central du statut des droits personnels : ce que, dans la vie collective, on appelle banalement l'individualisme. L'individualisme, ce n'est pas uniquement un phénomène de mentalité ou de psychologie personnelle. C'est un phénomène social qui s'appuie sur cette espèce de culte profond, y compris chez les gens qui sont les plus adversaires de cette idée, des droits personnels. Reprenons un mouvement historique qui m'a beaucoup frappé pour ça : les Gilets jaunes. C'était un mouvement typiquement populiste, au sens tout à fait respectable où, pour moi, le populisme est une composante de la démocratie ; c'est l'aspiration à la souveraineté collective. C'était la revendication officielle. Mais dans les comportements des gens, ils étaient en même temps les plus libertaires, c'est-à-dire des gens pour qui l'idée même qu'on puisse s'organiser leur paraissait une folie. L'idée de désigner des représentants et d'avoir une sorte de structure qui permette de dialoguer avec les pouvoirs, leur paraissait... : chacun pour soi, à l'intérieur d'une revendication de souveraineté collective. Ça donne la mesure du niveau de trouble des esprits dans lequel nous sommes.

AR : Mais justement, j'allais vous le demander : dans cette configuration là, quel est encore le sens, s'il y en a un, de la notion de gauche et de droite ?

MG : On entend souvent dire que ces notions n'ont plus de sens. C'est faux ! Si vous demandez aux gens de se classer sur l'échelle des partis politiques, ils savent très bien le faire : je suis de droite, je suis de gauche. Ils n'ont aucun problème pour se situer. Mais – c'est là où tout se complique – néanmoins, je suis de gauche mais je vote à droite, Je suis de gauche mais je vote aussi à droite⁶. Mais ce ne sont pas les mêmes. Il y a un croisement. Une vieille partie de la droite, conservatrice disons, vote volontiers pour une gauche social-démocrate. Et l'inverse est également vrai. Ou encore, tout le monde sait qu'une grande partie de l'électorat du Rassemblement national en France est l'ancien électorat de la gauche populaire, communiste en particulier, qui s'est transférée massivement à ce qu'on appelle l'Extrême-droite au sens de la position des gens dans l'hémicycle politique. Et l'inverse est vrai. Pour une grande partie, le macronisme est fait du transfert d'une droite libérale vers une gauche, disons, molle, pour pas dire social-démocrate, ce qui serait trop dire parce que en fait dans ce contexte, la social-démocratie n'existe plus. En effet, la social-démocratie, c'était précisément une alliance structurée, organisée, entre souveraineté populaire et droits individuels, traduite notamment dans l'État-providence et la protection des salariés. Et ça, ça a volé en éclats parce qu'il y a un principe de division. La droite classique, c'était une alliance des libéraux et des conservateurs. Mais les conservateurs et les libéraux ne peuvent plus s'entendre. Et de la même façon, la gauche des libertés individuelles ne s'entend plus avec une gauche sociale qui suppose un poids considérable de l'autorité publique pour assurer la redistribution.

AR : Ça ne s'est pas reconfiguré pour autant. À un moment, on a cru qu'il y aurait l'émergence de nouveaux grands blocs, mais on ne les voit pas vraiment émerger, à part cet affrontement qui rythme beaucoup de sociétés occidentales entre aspiration au droits individuels et aspiration à la souveraineté populaire, les deux ayant parfois des logiques et des mécanismes illibéraux.

MG : Et oui, le libetarisme peut être de droite sur le plan économique mais il est... Regardez ce libetarisme dont les États-Unis nous offrent un parfait exemple : on a à la fois une revendication de liberté complète des agents économiques (« Il y a des marchés, des contrats, et le reste ne nous intéresse pas !), mais sur le plan politique, ils

5 Black Lives Matter est un mouvement né aux États-Unis en 2013 visant à lutter contre le racisme et les violences policières envers les personnes noires, en plaidant pour que leurs vies soient valorisées autant que celles des autres, et il s'organise aussi via des réseaux intersectoriels comme le *Movement for Black Lives* (M4BL) et des campagnes politiques et sociales plus larges.

6 Marcel Gauchet veut sans doute dire : je suis de droite, mais je vote à gauche.

sont pour la grosse trique. Et l'inverse, est également vrai. Vous avez à gauche un libertarisme où tous les droits individuels sont, non seulement à encourager, mais à institutionnaliser, mais sur le plan économique, ils sont autoritaires, c'est-à-dire pour la distribution à fond. Ce qui fait qu'on est dans des paysages politiques devenus complètement mouvants et peu déchiffrables. Ça atteint les sociétés occidentales à des degrés très divers. Il y a en effet des traditions nationales qui sont plus ou moins résistantes. Mais on trouve ce phénomène partout.

AR : Je voulais vous interroger sur la question de la dépolitisation. On entend énormément cette notion dans le débat public. Elle peut avoir ses malentendus parce que, grosso modo, quand on parle de dépolitisation, on parle d'abstention ou de désintérêt. Or, à vous lire, c'est un peu plus compliqué que cela. C'est quoi la dépolitisation ?

MG : C'est d'abord ça, bien sûr, mais c'est l'arbre qui cache la forêt. La forêt est beaucoup plus épaisse que les quelques arbres qu'on en voit à l'entrée. La vraie dépolitisation, c'est le refus de jouer le jeu de la politique. Le jeu de la politique consiste, à partir d'une société divisée, contradictoire et faite d'intérêts très divergents, à construire des programmes cohérents qui permettent de définir un calendrier, et de trancher par le fait majoritaire. La vraie dépolitisation, c'est le refus de jouer ce jeu, y compris le refus de s'occuper du problème du pouvoir. C'est la revendication de sa cause particulière, à l'exclusion de toutes les autres. Pour moi, le phénomène typique de la dépolitisation, c'est la fortune du phénomène associatif, avec toutes les nuances qu'il faut mettre dans l'analyse. Vous avez des causes très particulières. Il y a des associations pour des motifs importants, qui ont une échelle collective, mais vous avez également de toutes petites revendications. Et la politique c'est la revendication de sa cause particulière, de la cause particulière que défend son association. Le reste, on ne veut pas le savoir. Après, du coup, c'est aux gouvernants de se débrouiller. C'est d'ailleurs le langage qu'on leur tient. Ils vous disent : « C'est compliqué ». On leur répond : « C'est votre affaire. Nous, ce qu'on veut, c'est ceci qui est notre point prioritaire. Le reste, c'est à vous de savoir comment l'articuler au reste ». Les gouvernants aiment assez bien ça, parce que ça leur laisse les mains libres en termes de programme, sauf qu'ils sont en permanence obligés de rattraper le coup par rapport à un phénomène qui les prend au dépourvu, auquel ils n'avaient pas vraiment pensé, mais auquel il faut immédiatement apporter des satisfactions. Une scène a, pour moi, illustré cette dépolitisation. C'est le grand débat qui a suivi le mouvement des Gilets jaunes, où notre président de la République, avec d'ailleurs beaucoup de talent dans l'exercice, courait à la rencontre de toutes ces causes particulières, et promettait à chacun, avec un bagou assez remarquable, des satisfactions qu'il ne pouvait évidemment pas leur apporter ! Avec la déception qui suit. Donc dépolitisation, revendication radicale.

AR : C'est ça que j'allais vous dire. Bizarrement, dans une période de dépolitisation, il y a aussi la montée de radicalité. En fait ça en découle. C'est parce que la politique ne prend plus en charge le dissensus pour le trancher ?

MG : La politique, c'était forcément une agrégation de problèmes particuliers qu'il faut hiérarchiser, articuler, définir un calendrier de mesures qu'on peut adopter pour satisfaire les unes et les autres. En fait, la question pour la politique, c'est : qu'est-ce qui est prioritaire ? Qu'est-ce qui est secondaire ? Qu'est-ce qui va pouvoir se faire immédiatement ? Qu'est-ce qui va demander un calendrier qui peut être très compliqué ? Il y a toutes sortes de sujets sur lesquels... Vous ne réformez pas l'éducation en 8 jours, même en quelques années. Ce sont des projets de long cours.

Donc c'est cette hiérarchie là qui est le cœur de l'activité politique et qui est récusée. C'est-à-dire : « Tout, tout de suite pour moi et je ne veux pas savoir le reste ». Cela a donné en effet des discours politiques radicaux dans la revendication d'une cause particulière qui ne veut rien savoir de l'ensemble à l'intérieur de laquelle il va falloir lui mettre une place.

AR : Bien sûr. Mais, c'est aussi ma question, n'y a-t-il pas dans les sociétés, dans la façon dont les gens interagissent, la naissance d'une violence, parce que justement, la politique ne tranche plus nos désaccords par le fait majoritaire, par la négociation, par le compromis ?

MG : Nous sommes passés dans des sociétés de marché politique.

AR : D'accord.

MG : Donc l'arbitrage est celui du nombre de suffrages que votre cause particulière est susceptible de recueillir. Si vous êtes petit, vous êtes écrasé. Si vous arrivez à fédérer un consensus assez large, vous allez l'emporter. Mais c'est un marché fluctuant parce que, d'ailleurs, largement gouverné par les émotions collectives. À un moment donné, une cause devient absolument prioritaire. On ne s'occupe que de ça, mais le reste est laissé de côté, et le reste revient à la charge : « Et moi ? »

AR : Le scrutin roi de ce que vous décrivez, c'est la proportionnelle. C'est intéressant que nous soyons là

aujourd'hui en train d'y réfléchir pour la millième fois ces 20 dernières années. Ça correspond à ce que vous décrivez.

MG : Oui, parce que c'est le renoncement à faire des partis qui peuvent parler pour la communauté politique tout entière. C'est ce qu'on appelait classiquement les partis majoritaires. Les partis majoritaires, c'étaient des partis qui agrégeaient forcément des choses très particulières, des milieux différents. Prenons ce qu'était la droite française il n'y a pas si longtemps. C'était, d'un côté une France agricole, une France catholique, et puis un patronat internationalisé. Et il fallait ajuster tout ça dans un programme à peu près cohérent, où les gens se retrouvaient en acceptant que telle ou telle priorité passe devant la leur. C'est fini ! Tout ça a éclaté, et vous avez à marcher avec des segments, comme on dit dans le jargon des professionnels de la communication, dont il s'agit d'assurer les équilibres relatifs. Donc, qu'est-ce que vous faites comme programme ? Vous prenez la liste de tous ces segments qui ont été établis par les savants de la communication, et vous voyez ce qui peut leur plaire. Et donc vous promettez à tout le monde. Ensuite, c'est le marché qui assurera le succès de telle ou telle particularité.

AR : Vous dites qu'on parlait de partis majoritaires. On parlait aussi de partis de gouvernement parce que l'idée était bien de gouverner. Aujourd'hui il y a cette idée, peut-être, que la politique est plus faite pour représenter que pour gouverner, alors qu'elle est faite pour les deux, c'est-à-dire à la fois pour représenter et pour exercer le pouvoir. Aujourd'hui, on a ce sentiment que c'est cette force de gouverner qui s'est un peu étiolée.

MG : Oui. Gouverner voulait dire qu'on était capable de définir une ligne directrice fédératrice à l'échelle collective. Maintenant, les gouvernants ne se contentent pas de représenter. Ils arbitrent. Monsieur Lecornu, notre premier ministre, le dit en substance. C'est un commissaire priseur. Il est là pour assurer la victoire du mieux disant. Mais il n'est plus là pour faire une politique, et encore moins une politique majoritaire.

AR : En même temps, il n'en a plus les moyens !

MG : Il est majoritaire au Parlement, mais pour lui, l'idée d'une majorité sociale, qui serait à l'œuvre dans le pays, n'a plus aucun sens. Donc on est dans un jeu politique totalement différent. Au niveau du scrutin proportionnel, quand on parle aujourd'hui de compromis – puisque c'est l'idée qui est à la mode chez les partisans du scrutin proportionnel – ce n'est pas un compromis, mais un arbitrage. C'est très différent, un arbitrage entre des causes particulières dont il s'agit d'assurer la coexistence sans que ça corresponde à une orientation collective d'ensemble, cohérente. En fait, c'est tout simplement la perte de la cohérence de la politique.

AR : C'est un petit peu embêtant !

MG : Ça peut avoir des effets assez désagréables et je crois que les Français commencent à s'en rendre compte.

AR : Alors, il y a une chose qu'on ne peut pas dire de vous, Marcel Gauchet, c'est que vous seriez technocentriste. Vous ne l'êtes pas. D'ailleurs, il est assez peu question [dans votre ouvrage], voire pas, je crois, d'Internet, des réseaux sociaux, de l'effet des algorithmes, alors que certains y voient une révolution anthropologique. On interviewait très récemment à l'Express le célèbre psychologue Jonathan Height, américain, qui nous disait même que sa plus grande crainte était que la Chine ait raison, et qu'il faille aux démocraties libérales une espèce de Leviathan central et autoritaire pour réguler les réseaux sociaux et Internet. Qu'est-ce que ce débat autour de « réseaux sociaux, algorithmes et démocratie » vous inspire ?

MG : Il y a deux niveaux dans cette question. Il faut aller voir en amont quelle est la réalité de cette révolution anthropologique qui serait associée aux réseaux sociaux. En général, pour aller vite parce que c'est un ensemble de choses assez différentes, la révolution anthropologique, elle est d'avant. Et ces réseaux n'ont de poids qu'en fonction du fait que les dispositions des acteurs dont on parlait à propos de cette révolution du droit et du droit individuel, lui donne du sens. Les réseaux, les techniques numériques en général, ont un effet multiplicateur mais ils ne sont pas la cause. Il y a une interaction entre la base sociale et les moyens techniques. Ceux-ci amplifient ce qui était déjà à l'œuvre. Et d'ailleurs, c'est une question qu'on peut se poser. On a l'impression que les techniques avancent de façon indépendante. En réalité, on voit bien que le numérique est venu traduire techniquement une révolution intellectuelle, politique, des aspirations individuelles auxquelles elle a donné des instruments. Cela ne veut pas dire qu'il faut pas s'y intéresser.

Alors deuxième question, quelle société politique pour, néanmoins, tenir ensemble – ne disons pas gouverner, ce serait trop dire – cette espèce de nébuleuse qui part dans tous les sens et qui donne l'impression que la cohérence de nos sociétés ne tiendrait plus qu'à un fil. Je crois que c'est faux, d'ailleurs. En fait, nos sociétés sont les sociétés les plus intégrées, les plus solides, qui aient jamais existé.

AR : Alors ça ! S'il y a bien une bonne nouvelle...

MG : Mais oui ! C'est pourquoi la dramatisation ne me paraît pas de saison. Ce n'est pas la bonne manière de faire. Si on ne voit que les droits individuels, on a l'impression d'une anarchie générale incontrôlable. Mais si on regarde quel est le support pratique de cette révolution des droits personnels, pour aller vite, on s'aperçoit qu'on a un socle extraordinairement puissant. Il a juste un inconvénient que, justement, notre mentalité individualiste supporte mal, c'est qu'il coûte la moitié de la richesse collective.

AR : Ce socle, c'est l'État-providence ?

MG : C'est un mélange d'État politique au sens, non pas de direction du pays, mais d'assurance de la gestion d'un territoire, d'une temporalité collective, qui fait qu'on est appuyé sur quelque chose de très solide et qu'on a des moyens. Il faut s'imaginer encore, il y a quelques décennies – ma génération peut en témoigner – à quel point on avait une sorte de limite de la capacité des États d'agir. Aujourd'hui, ils ont une capacité d'action extraordinaire. Vous avez une micro catastrophe locale. Immédiatement, des moyens interviennent pour remettre les choses dans l'ordre. On ne se rend pas compte de cette puissance collective, qui est une puissance matérielle. Mais elle n'est plus une puissance intellectuelle. C'est ça qui nous trouble, et qui donne l'impression d'un désordre général. Il y a un désordre général des esprits, mais sur une base concrète très solide. C'est d'ailleurs pour ça qu'on peut se le permettre.

AR : Sinon ce serait le Far West !

MG : Mais justement, la Chine n'est peut-être pas un bon exemple parce que, précisément, c'est une société en transition. Outre qu'elle possède un parti communiste qui comprend plus de membres que la population française, ce qui veut dire quelque chose tout de même, il faut le signaler au passage, c'est une société qui vient d'une très grande pauvreté. C'est une société qui est dans une ascension, à la fois économique et politique, nouvelle. Je pense que, dans un calcul à moyen terme, si je puis dire, il faut laisser les Chinois devenir riches, et le parti communiste perdra beaucoup de plumes dans l'opération. Mais pour le moment, effectivement, il incarne une sorte de modèle politique qui visiblement tente beaucoup de gens, y compris à l'intérieur du monde occidental.

AR : Ce qui est surprenant, quand même !

MG : Pas vraiment. Parce que justement, par définition, les élites n'aiment pas le désordre. Elles veulent tout simplement contrôler les opérations. Pas nécessairement de manière dictatoriale : imposer des idées ou des conduites aux gens, mais simplement contrôler. Alors, effectivement, la Chine est le modèle d'une société de contrôle. Mais je ne pense pas du tout que ce soit un modèle, et je pense qu'ils sont simplement dans une trajectoire historique qui est incomparable avec la nôtre. Nous, nous sommes des rentiers. Eux sont encore animés par l'appât du gain. Ça change évidemment beaucoup les perspectives politiques !

AR : On connaît la phrase des évangiles : « L'homme ne se nourrit pas que de pain ». L'idée, on la comprend. Si les religions reculent et que les idéologies s'effacent au profit de cette société des individus, qu'est-ce qui prend la place ?

MG : Très difficile à dire évidemment, mais la réponse qui me semble s'imposer est « Netflix » ! Je ne le prends pas comme le nom d'une marque particulière, mais comme le symbole d'une réalité de nos sociétés, sur laquelle on ne réfléchit pas assez, qui est l'importance qu'a prise la fiction – au sens le plus large du terme – dans l'esprit de nos contemporains. En fait, les religions, la vie spirituelle proprement dite, a été remplacée par la vie dans l'imaginaire. On pouvait penser que dans l'expérience religieuse, l'imaginaire jouait un rôle très important. Eh bien ! il a trouvé un substitut qui est la fiction, tout simplement, la représentation de la réalité dont on peut se demander si cette représentation n'est pas préférée par beaucoup de gens dans nos sociétés, à la réalité tout court !

AR : Une sorte de fuite !

MG : Pas de fuite, mais d'univers parallèles. Il y a deux mondes. D'un côté, on peut vivre dans une existence tout à fait banale dans la vie de tous les jours. Et de l'autre, on a, sur son téléphone, son téléviseur, son écran d'ordinateur, une autre vie. L'au-delà est ici-bas maintenant, sous la forme des images d'une réalité qui vous est, par ailleurs, inaccessible. On retrouve quelque chose qui ressemble à de l'expérience religieuse, sur un mode tout à fait surprenant, mais qui me paraît visiblement jouer un rôle très important ; en tout cas, sinon satisfaire totalement les aspirations spirituelles des gens, du moins jouer un très grand rôle dans leur vie. Ce sont des heures quotidiennes. Ce n'est pas simplement une distraction le soir après le boulot ! Non, c'est une vie. C'est

une vie à part entière.

AR : D'où l'importance du *Soft Power* culturel !

MG : Capital. Les États-Unis n'ont pas besoin de bombe atomique. Ils ont beaucoup mieux. Ils ont leur *Soft Power* culturel.

AR : Alors, une dernière question qui va sembler bien anecdotique, compte tenu de ce qu'on vient de se dire. Une des premières choses, peut-être, à faire en Europe pour recouvrer une dimension de puissance, serait d'arrêter de se penser uniquement comme une structure bureaucratique, abstraite et désincarnée. Et donc, c'est ma question récurrente des billets d'euros. Vous savez que sur ces billets, il n'y a que des arches et des ponts qui n'existent pas. Il paraît que ça va changer. Nous avons donc entrepris à *l'Express* de donner notre petite pierre à l'édifice et de savoir qui peut-on mettre sur ces billets de 20 €. Vous, Marcel Gauchet, si vous aviez une figure historique ou une personnalité à proposer, mettons, sur les billets de 20 €, laquelle serait-elle ?

MG : Je prendrai le billet de 20 € parce que c'est le plus populaire, mais je souligne au passage que cette démarche, et votre question, n'est pas si innocente et anecdotique qu'elle en a l'air. En effet, précisément il faut que l'Europe affirme son identité culturelle et historique. L'Europe, ce n'est pas n'importe quel endroit de la planète. C'est un endroit très précis où s'est passée précisément l'invention de la modernité, ce qui n'est pas rien, tout de même ! Et, en réalité, la planète est en train de s'européaniser, du point de vue culturel, je ne parle pas du point de vue politique, puisque ce que nous avons inventé devient un bien commun planétaire. Et bien ! je mettrai très volontiers en avant Einstein. En effet, qu'est-ce que c'est que l'invention de la modernité ? C'est, en particulier – et ça nous touche tous les jours – l'invention de la science. Et c'est, par ailleurs, un personnage humainement extrêmement sympathique. C'est un modèle d'humanité et c'est un des plus grands esprits scientifiques de notre histoire. Donc je pense que ça serait bien que tout le monde ait une petite familiarité avec lui.

AR : Eh bien, c'est parfait. Je vous remercie beaucoup, Marcel Gauchet.

MG : Merci à vous.